

MOTION VOTÉE PAR LA COORDINATION NATIONALE DES DOCTORANT-E-S ET DOCTEUR-E-S NON TITULAIRES RÉUNI-E-S À PARIS VIII LE 20 MARS 2009

La coordination nationale des doctorant-e-s et docteur-e-s non titulaires participe de la lutte des universités et de la recherche contre les réformes gouvernementales actuelles et affirme sa solidarité avec les autres acteurs du mouvement. Elle refuse la logique de libéralisation du service public, la mise en concurrence de tous contre tous et la généralisation de la précarité. Elle dénonce le processus de Bologne et la stratégie de Lisbonne, et se déclare solidaire des mouvements étrangers en lutte contre ces logiques. Elle exige l'abrogation de la LRU, de la LOLF, le retrait du projet de décret relatif au statut des enseignants-chercheurs, et le retrait du projet dit « mastérisation

». Elle refuse le pilotage de la recherche par les intérêts privés, l'industrie et l'État (AERES, ANR, etc.).

La coordination nationale des doctorant-e-s et docteur-es non titulaires exige le retrait du Contrat Doctoral Unique sans négociation préalable. Elle s'oppose à la logique même du contrat doctoral, imposé sans concertation dans la droite ligne de la LRU, et dénonce les simulacres de négociations avec des interlocuteurs non représentatifs, choisis par le ministère.

Le CDU ne répond en rien aux problèmes auxquels sont confrontés les doctorant-e-s. La coordination exige donc :

- * L'augmentation du nombre d'allocations de recherche après la restitution des 225 allocations supprimées ;
- * L'instauration d'une grille de salaires pour l'ensemble des doctorant-e-s, tous financements confondus, indexées sur la fonction publique ;
- * Un plan pluriannuel de financement public des thèses pour arriver à terme au financement de toutes les thèses ;
- * Le maintien de la possibilité de s'inscrire en thèse sans financement ;
- * Une durée de financement adaptée aux spécificités disciplinaires ;
- * Le caractère nominatif de l'allocation de recherche (et donc la possibilité pour le doctorant de changer de laboratoire en conservant le bénéfice de son allocation) ;
- * Le droit de réinscription en thèse sans limitation de durée ;
- * La renégociation d'une charte des thèses, au champ d'application national et à valeur contraignante ;
- * Un accès des doctorant-e-s et docteur-e-s non titulaires à des conditions matérielles décentes pour mener à bien leurs recherches : bureaux et ordinateurs, accès aux bibliothèques, accès au matériel de recherche, prise en charge des frais de déplacement et d'inscription pour l'accès aux colloques ou pour les enquêtes de terrain, etc. ;
- * Une information accrue sur les allocations et situations possibles du doctorat, à destination des étudiante- s de master.

La coordination dénonce en particulier la précarité qui caractérise la situation des post-doctorant-e-s, des doctorant- e-s non financé-e-s ainsi que des docteur-e-s non titulaires. Elle exige la création massive de postes statutaires dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Elle demande une prise en compte du doctorat dans l'ancienneté professionnelle, et ce indépendamment du fait d'avoir reçu un financement ou fait un monitorat.

La coordination exige l'égalité entre les sexes dans la recherche et l'enseignement supérieur, notamment dans la répartition des tâches de travail. La coordination exige l'égalité des droits entre doctorante- s français-e-s et étranger-e-s. Elle exige la régularisation immédiate et sans conditions des doctorant-e-s étranger-e-s, assortie d'une autorisation de travail, et de voyager à l'étranger, ainsi que l'attribution de plein droit du statut scientifique aux doctorant-e-s

étranger-e-s. La coordination dénonce les violences de la police et des vigiles employés par les universités survenues dans de nombreuses villes en France. Elle exige l'arrêt de la criminalisation des mouvements sociaux. Elle refuse toute forme de violence ou de pression à l'encontre des universitaires mobilisés, et demande l'arrêt des poursuites judiciaires.